

# KOMITÉ POPILE



jik an bout!

N° 38 — 14 NOVEMBRE 2014

Responsable de publication : Jean ABAUL- Contact : 0696.41.41.32 / jeanabaul@gmail.com

## EDITORIAL



### UN NOUVEAU CRIME DE L'ETAT COLONIALISTE FRANÇAIS EN MARTINIQUE.

Le « COSETTE » - ex Zanoobia - est un navire poubelle abandonné depuis quatre ans dans le port de Fort-de-France par un armateur voyou. Le préfet Français avait annoncé qu'il serait transporté vers un port européen afin d'être démantelé. Le 4 novembre dernier dans la nuit, il a tout simplement fait

couler, au large de Saint-Pierre, ce navire qui a transporté pendant de nombreuses années toutes sortes de produits toxiques dont des milliers de fûts contenant des déchets radio actifs. Qui oserait prétendre que le préfet d'un département vraiment français aurait agi de la sorte ? Après, l'empoisonnement massif de nos terres par le Chlordécone, commis sous l'égide de gouvernements français successifs, cette agression contre notre environnement prouve le mépris manifesté par le pouvoir colonial à l'égard de notre peuple. Nous sommes logés à la même enseigne qu'Abidjan, que Bhopal, que tous ces pays dominés que les impérialistes considèrent comme leur poubelle !

Une chose est sûre, c'est que les Martiniquais ne laisseront pas ce crime impuni. Les réactions sont nombreuses. Grève de lycéens, manifestations citoyennes devant la préfecture, poursuites judiciaires contre l'Etat français à l'initiative de la commune du Prêcheur et d'organisations écologistes, demande de commission d'enquête parlementaire par le Député Marie-Jeanne, interpellation des autorités des îles voisines, etc...

On notera le peu d'impact connu par ce crime dans les médias français qui considèrent sûrement plus capital le cancan Fillon-Jouyet ?

## PAWOL FONDOK

« La prospérité des sociétés occidentales repose sur le racisme institutionnel et, par conséquent, mettre un terme au racisme institutionnel équivaldrait à détruire les sociétés occidentales. »



Stokely Carmichael  
(29 juin 1941-15 novembre 1998)

## AGENDA

### LES COMITÉS POPULAIRES ET LE CNCP

Vous invite tous et toutes à la rencontre qu'ils organisent sur le thème :

« Contre l'injustice de la taxe foncière et de la taxe d'habitation, que pouvons-nous faire ? »

Mercredi 3 Décembre 2014 à 18H  
à FORT DE FRANCE



## BREVES... BREVES... BREVES...



➤ Les militants des différents Comités Populaires ont entrepris d'organiser des rencontres avec la population autour du thème de l'injustice dans le système fiscal.

➤ Plus d'une centaine de personnes ont participé au concert de Solidarité pour les enfants de Gaza organisé le à l'Atrium malgré des messages malintentionnés que des individus ont fait circuler sur le net pour en annoncer l'annulation. Les spectateurs ont pu apprécier des prestations de haute qualité de Ronald TULLE, ORLANE, l'orchestre NEW LIFE, le jeune Emeric GERTRUDE, CELIA. Le collectif organisateur communiquera de façon transparente quant à la destination de l'aide récoltée.

➤ Plusieurs organisations anticolonialistes préparent ensemble « La journée du drapeau ». Il s'agira de célébrer le symbole rouge-vert et noir de notre unité nationale. Les activités auront lieu le 6 décembre, date évoquant la mort de Frantz FANON et l'expulsion de Jean-Marie LEPEN.

➤ Le samedi 13 décembre, le GRS, le CNCP, le MPREOM et le PKLS se retrouveront pour tirer les leçons des émeutes qu'a connues notre pays en Décembre 1959. Un séminaire se tiendra ce jour là, de 16H à 20H à l'ATRIUM, sur le thème : « Décembre 59, moment de rupture. 2014, quelles ruptures pour l'émancipation ? »

## Suggestions de lecture

- <http://www.aluinet.org/> En finir avec la compétitivité par Thomas COUTROT.
- <http://www.legrandsoir.info/> États-Unis : une société structurellement raciste par Capitaine Martin.

La deuxième conférence régionale sur les réparations de la Commission des Réparations du CARICOM s'est tenue du 12 au 14 octobre 2014 à Antigua et Barbuda. Des délégations du Mouvement International pour les Réparations (MIR) et le Comité National pour les Réparations de Guadeloupe et de Martinique étaient présentes. Nous vous proposons un article relatif à cet événement paru dans le quotidien France-Antilles du 23 octobre 2014.



**REPARATIONS POUR L'ESCLAVAGE :  
LE CARICOM VA SE BATTRE  
BÈCS ET ONGLES**

Le Premier Ministre d'Antigua, Gaston BROWNE, a très clairement indiqué l'engagement de son gouvernement pour obtenir des réparations liées à l'esclavage.

La prise de position du premier ministre d'Antigua a été annoncée lors de la deuxième conférence régionale sur les réparations, que l'île a accueillie la semaine dernière. « Imaginez un peu ce que notre région aurait été aujourd'hui si les énormes sommes données aux anciens propriétaires d'esclaves avaient été versées, comme cela aurait dû l'être aux victimes, les anciens esclaves. », a déclaré Gaston Browne à la cérémonie d'ouverture de la conférence. « Nous en serions aujourd'hui à 180 ans d'investissements et de création de richesses. Nos économies auraient été bien mieux développées et la qualité de vie de notre peuple beaucoup plus avancée. »

Le premier ministre a déclaré que le mouvement des réparations n'était pas raciste ou vengeur et que la Caraïbe ne définissait, ni se limitait, à des réparations économiques. « Nous ne tenons aucune personne vivante d'aucune nation européenne pour responsable des crimes des classes dominantes qui contrôlaient leurs sociétés et qui se sont enrichies des cruautés et de la barbarie qu'elles ont infligées à nos ancêtres » a-t-il déclaré. « Toutefois, cela ne les empêche pas de reconnaître leurs torts et de s'engager dans la noble action de les résoudre en acceptant nos revendications réparatrices. » Le premier ministre a déclaré que la Commission des Réparations de la CARICOM (CRC) chercherait à convaincre et à négocier avec les nations européennes pour régler la question des réparations. »

★

LE BILLET DU CNCP



**SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE BURKINABE**

Le jeudi 30 octobre, le peuple Burkinabé a mis fin au régime dictatorial de Blaise COMPROAORE. C'est le résultat d'une lutte organisée menée par les partis d'opposition, la Coalition Contre la Vie Chère (CCVC) et des organisations syndicales, lutte qui s'est manifestée par de larges mobilisations depuis juin 2013 et toute l'année 2014. Au prétexte du maintien de l'ordre, Yacouba Isaac Zida, numéro 2 de la garde prétorienne de Blaise COMPROAORE, a perpétré un coup d'Etat militaire et prétend imposer les diktats de l'armée dans le cadre de la « transition ».

Le CNCP soutient pleinement

- la lutte du peuple Burkinabé contre les tentatives de dévoiement de sa révolution.
- la revendication des forces populaires qui exigent la mise en place d'institutions de transition contrôlées par elles et sans aucune ingérence de l'Armée.

Le CNCP dénonce fermement le rôle de l'Etat Français qui a organisé l'exfiltration du dictateur et qui tente d'avaliser une pseudo-transition qui maintiendrait les forces réactionnaires au pouvoir.

Le CNCP appuie la revendication des organisations Burkinabé qui exigent l'arrestation du dictateur, sa traduction devant les tribunaux pour qu'il réponde de son rôle dans l'assassinat du journaliste Norbert ZONGO le 13 décembre 1998, dans le meurtre des 30 manifestants abattus lors des derniers événements et plus généralement dans la violente répression imposée au peuple Burkinabé pendant ses 27 ans de règne. Blaise COMPROAORE doit répondre de ses crimes.

Le CNCP invite ses militants vivant en France à soutenir l'action du Collectif contre la confiscation de la démocratie au Burkina Faso.

Pour le CNCP :  
Le Président Jean ABAUL

**REPORTAGE**

**VI<sup>ème</sup> COLLOQUE DE KOLETETKOLEZEPOL :  
UNE BELLE RENCONTRE !**



Ce mardi 11 Novembre, se tenait le VI<sup>ème</sup> colloque organisé par KOLÉTÈTKOLÉZEPOL. Les participants étaient invités à échanger autour du thème : « Activités économiques et logique du partage pour un mieux vivre dans le pays Martinique. »

Après que le Professeur Jean BERNABE, membre du secrétariat, eut rappelé les principes fondant l'action de KTKZ et précisé les objectifs du colloque, les participants ont pu apprécier des contributions de haute tenue et confronter sereinement leurs points de vue. M. Georges PARA, statisticien, responsable de l'IMSEPP\* a présenté les chiffres permettant de mesurer les revenus et les inégalités dans la société martiniquaise, mais il s'est surtout attaché à définir les concepts permettant d'appréhender la situation, en particulier celui de « pauvreté ». M. Eddie MARAJO, Directeur d'OPEN SOFFT SYSTEM, a fait état de la philosophie et de l'impact des mesures prises par le gouvernement français sur le plan social. M. Robert SAE, membre du secrétariat de KTKZ, a relevé les obstacles au partage qui conduirait au mieux vivre. M. Jean Paul JOUANELLE, membre de Contact Entreprise, à partir d'exemples concrets, a insisté sur notre capacité à surmonter les obstacles. M. Gilles MARTHE, membre de l'association des médiateurs Martiniquais, a fait part de son expérience dans la médiation des conflits pour, ensuite, proposer des pistes pour la recherche de solution favorables à tous. L'ingénieure agro-alimentaire Maïmouna YOKESSA a abordé les conditions qui permettront de « Partager pour mieux vivre ensemble. » M. LEDOUX, au nom de la CRESS\* a présenté les possibilités offertes par l'économie sociale et solidaire, en insistant sur les énormes possibilités d'action qui sont à notre portée. M. Marc MARCELLINE a présenté l'expérience de la SCIC\* Martinique Agriculture, qui réalise des avancées notables. M. Maurice LAUCHEZ, membre du secrétariat KTKZ, a développé une proposition concrète de partage du temps de travail. Les jeunes organisatrices du « Festival ALIMENTERRE » ont présenté leur programme d'activités. Les différentes communications seront rendues publiques ultérieurement.

Les participants ont unanimement noté la richesse des informations portées par les différents intervenants et ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des échanges.

(\*) IMSEPP : Institut Martiniquais de Statistiques et d'Evaluation des Politiques Publiques.  
SCIC : Société Coopérative d'Intérêt Collectif.  
CRESS : Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire.